

Approvisionnement

Une supply chain sous tension, mais réactive

Dans un vaste élan de solidarité, tous les acteurs font preuve d'une grande agilité pour répondre aux besoins en équipements des soignants à l'hôpital et en ville. A circonstances exceptionnelles, dispositifs exceptionnels.



Les sites de CSP sont en première ligne pour gérer l'envoi de cartons de masques, correspondant aux dotations d'Etat, à destination des officines de ville.

Jamais autant de masques, de gels hydroalcooliques ou de blouses n'avaient été nécessaires au même moment, partout dans le monde. Face à l'urgence, nombreuses sont les entreprises françaises qui ont transformé leur organisation interne pour contribuer à un effort national sans précédent. La gestion de crise mobilise largement les énergies et l'inventivité sur le terrain, des start-up et PME jusqu'aux multinationales. Avec des réorientations parfois radicales : ainsi la start-up Holopharm du réseau Polepharma, sur le Pharmaparc II de Val-de-Reuil, a converti en quelques jours 100 % de son activité à la production de gel hydroalcoolique !

Parer au plus pressé

Dans un environnement de bonnes pratiques de fabrication (BPF), l'industrie pharma utilise au quotidien les équipements de protection qui font défaut aujourd'hui. L'action du

Leem s'est donc portée sur le recensement des besoins et les commandes de masques de manière groupée, notamment au bénéfice des ETI et des PME du secteur. « Nous nous sommes appuyés sur la logistique de Sanofi qui possède une expertise en matière d'approvisionnement et de qualification de fournisseurs », indique Philippe Lamoureux, son directeur général. Des dons significatifs, nécessaires au fonctionnement des blocs opératoires (blouses, charlottes, gants...), ont également été effectués.

« Dans un réseau ancré sur les territoires (Centre-Val de Loire, Ile-de-France, Normandie), les efforts de Polepharma sont multiples : répondre à toutes les sollicitations (hôpitaux, Ehpad, infirmières...), favoriser la mise en relation entre ses 300 membres ou encore assurer pour l'Etat le suivi des services économiques des entreprises en région », ajoute Fabien Riolet, son directeur général. Car les industriels doivent assurer tant bien que mal la production sur leurs sites, tout en gardant des forces pour la suite. « Nous organisons des réunions de crise hebdomadaires entre managers, pharmaciens responsables ou DRH pour échanger sur les bonnes pratiques et communiquer auprès des personnels, en particulier dans la gestion du stress. »

De l'agilité dans la distribution

En temps de crise, la chaîne logistique devient plus stratégique que jamais. Dès janvier le circuit classique – dépositaire, grossistes-répartiteurs et officines – a détecté les premiers signaux

de tension sur la chaîne, lorsque les médias ont relayé la situation critique de la Chine. « Le pic de commandes sur les masques et gels hydroalcooliques était tel fin janvier que les stocks ont été épuisés en 48 heures », rapporte Clotilde Larrose, directrice des affaires publiques pour OCP. Les stocks ont été renforcés autant que possible sur la plate-forme centrale de Baule (Loiret) et les 43 établissements d'OCP. « Nous avons renforcé notre vigilance, en lien avec les laboratoires partenaires, pour stocker des millions d'unités supplémentaires afin de faire face à d'éventuelles tensions. »

Chez le dépositaire CSP, le plan de continuité d'activité a été activé le 10 février, selon Laure Brenas, sa présidente. « Nous n'avons de cesse depuis de coordonner nos actions avec Eurotranspharma et Ciblex, au sein du groupe EHDH, pour répondre à l'urgence de santé publique. Grâce à une réunion de crise quotidienne, nous avons notamment pu absorber une augmentation de 30 % des volumes dans les semaines avant et à partir du confinement. » Des dispositifs exceptionnels de livraison avec sécurisation (caméra sur agence) et géolocalisation des véhicules, normalement réservés aux stupéfiants, ont été mis en place pour livrer les gels hydroalcooliques aux officines de ville.

Depuis fin février, CSP intervient comme tête de pont de la distribution nationale des commandes d'Etat de masques (chirurgicaux et FFP2), avec cinq vagues successives jusqu'à mi-avril, dont quatre selon un processus normé de répartition à destination des

officines de ville. « Santé publique France a sollicité le circuit dépositaire, grossistes-répartiteurs et officines, jugé le plus efficient pour assurer le maillage du territoire », précise Laure Brenas, également présidente de la section C de l'Ordre des pharmaciens, qui regroupe les métiers de la distribution en gros du médicament. A chaque commande d'Etat, une synchronisation s'effectue entre CSP, la CSRP, l'Ordre des pharmaciens et Santé publique France. Avec un système de flux poussés vers les grossistes-répartiteurs de la liste Corus (OCP, Alliance Healthcare, Phoenix Pharma, Astera ou réseau CERP, Giphar) jusqu'aux 20 800 officines. Une mécanique bien huilée qui repose sur les forces de la répartition : « Précision, traçabilité et service au client », rappelle Clotilde Larrose. Chez OCP, la mobilisation a permis d'imaginer des dispositifs exceptionnels avec des ARS pour livrer des centaines de milliers de blouses, pompes..., et avec la

DGOS pour structurer des schémas de distribution collaborative sur certains territoires. Exemple : lorsque des patients quittent l'hôpital, les camionnettes d'OCP acheminent leur traitement de la PUI vers l'officine la plus proche du domicile. Cette continuité de traitement est une nouvelle collaboration dérogoaire (arrêté du 23 mars 2020) mise en place dans l'urgence par OCP après la conduite d'expériences au sein de l'établissement de Montpellier.

Vigilance maximale

Si la réaction de la supply chain a été massive, la vigilance reste de mise. Des arrêtés gouvernementaux ont permis de régir les circuits d'approvisionnement des masques et gels hydroalcooliques grâce à la plateforme stopcovid19.fr. Mais le système D se maintient un peu partout. Les initiatives s'orientent maintenant vers la fabrication de masques alternatifs en tissu, lavables et réutilisables, pour

la sortie du confinement. Dans cette bataille, une autre urgence se dessine : assurer la continuité d'approvisionnement des médicaments utilisés pour la sédation et la réanimation (curare, antibiotiques...), qui montrent les premiers signes de tension. « Santé publique France est en train d'organiser une réquisition sous l'égide de l'ANSM pour centraliser les stocks et assurer, via les dépositaires, une meilleure répartition entre les établissements de santé », annonce Laure Brenas. Sollicités par la DGS, le Leem et Polepharma sont à la manœuvre pour identifier des laboratoires capables de produire en urgence ces médicaments à fort risque de rupture. Dans les rangs des répartiteurs, ces produits sont déjà traités avec la plus grande vigilance, comme lors de la crise des corticoïdes en 2019. ■

Marion Baschet-Vernet